

Session spéciale du HCR sur le nouveau Projet de Constitution

La question de limitation d'âge refait surface

Hier, mercredi, à la troisième journée des travaux de la session spéciale du Haut Conseil de la République (HCR) sur le projet de constitution, les hauts conseillers ont répondu à une série de questions. Comment et pourquoi démettre les membres de la Cour constitutionnelle ? Après de longs débats, ils ont réalisé le consensus sur leur immovibilité en ajoutant qu'ils ne peuvent être pourchassés ou arrêtés sans l'autorisation de la Cour constitutionnelle et du bureau de la Cour Suprême siégeant en session conjointe sauf les cas de flagrant délit. Dans ces cas, ont-ils précisé à l'article 135, les présidents de la Cour constitutionnelle et de la Cour Suprême, doivent être saisis immédiatement et au plus tard dans les 24 heures. Il n'y a pas de juridiction spécifique pour connaître de leurs infractions, comme pour le président de la République et les membres du gouvernement qui s'agissent eux devant la Haute Cour de Justice.

Des critiques ont été exprimées quant à la présence des magistrats retraités au niveau de la Cour constitutionnelle. Certains ont demandé qu'on détermine un quota de magistrature de carrière pour éviter les intrigues. D'autres sont indignés par l'attitude de quelques hauts conseillers qui ne voient que des fonctionnaires et négligent l'aspect efficacité, compétence et sagesse que requièrent ces hautes fonctions à la Cour constitutionnelle et à la Cour Suprême. Pour Mgr de Souza, qui a clos ce débat, le problème du retraité ne saurait être considéré comme un problème absolu. Car comme toute règle, des exceptions existent qui sont valables pour tout fonctionnaire dont les compétences peuvent être utiles à la Nation.

Le débat sur les collectivités territoriales au titre 10, a donné l'occasion à certains hauts conseillers de flétrir l'usage qui avait été fait des notions de « solidarité nationale » et d'équilibre inter-régional à Galvades pendant 17 ans, ces notions doivent être remises dans leur vrai contexte pour favoriser le développement harmonieux des régions.

Les hauts conseillers ont précisé certains aspects des dispositions transitoires finales. La constitution sera promulguée dans les 8 jours suivant son adoption... par référendum. Le 1er avril 1991 sera scrupuleusement respecté. Le serment du président de la République sera

reçu par le président du HCR en Assemblée plénière. On a noté aussi que l'Assemblée nationale sera installée par le président du HCR en présence des hauts conseillers puisque le HCR et le gouvernement de transition continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à la mise en place des institutions nouvelles.

Sur les 160 articles contenus dans ce nouveau projet, 159 ont bénéficié d'un large consensus après amendements constructifs et perlés.

Mais un seul, et notamment l'article 44 du titre III, sur le pouvoir exécutif concernant le profil du président de la République est en cours de discussion. En effet, il stipule que « nul ne peut être candidat aux fonctions de président de la République s'il n'est exclusivement de nationalité béninoise de naissance ou acquise depuis au moins dix ans ; et s'il n'a renoncé à toute autre nationalité... ».

Ce premier alinéa a déclenché toutes les passions. De très belles plaidoiries ont été développées pour défendre la diaspora béninoise à l'étranger qui s'est retrouvée dans cette position de double nationalité pour pouvoir survivre, connaissant nos ressources nationales très limitées. Les présidents Hubert Maga, Emile Derlin Zinsou et Justin Ahomadegbé prendront tour à tour la parole pour défendre leur cas, et définir leur position face à la question. Dans sa grande majorité, le HCR, a fait preuve de sagesse en optant pour une solution qui n'exclut pas bon nombre de Béninois, et en respectant tous ceux qui pour des raisons diverses, ont, en plus de leur nationalité d'origine une autre nationalité. Car le Béninois est parti dans le monde. Le compromis retenu est le suivant : « Nul ne peut être... s'il n'est de nationalité béninoise de naissance ou acquise depuis au moins dix ans... ».

L'autre point d'achoppement sur lequel le HCR a suspendu les travaux a été le 3e alinéa sur la limitation de l'âge : « 40 ans au moins et 70 ans au plus à la date du dépôt de candidature... ». Le débat sur la limitation est revenu en force. Les voix qui se sont élevées en cours de ces débats sérieux sont contre les pirouettes, les volte-faces et les contorsions auxquelles on assiste depuis quelques jours. Pour qui

prend-on le peuple, se sont demandés certains. Il est mûr et sait ce qu'il veut. Il s'est prononcé sur la question. Pourquoi cette hésitation à l'étape finale ? Le HCR veut-il perdre sa crédibilité vis-à-vis du peuple en passant outre les consultations démocratiques ? La tendance qui se dégage frise l'irresponsabilité, ont dit quelques hauts conseillers. D'autres s'imaginent que les consultations démocratiques sur l'âge n'étaient qu'un simple fondage qui n'a aucune force contraignante au point d'être inclus dans le projet. D'autres voix encore ont évoqué l'unité nationale pour éviter la division. La tension a monté d'un cran. La fatigue aidant jusqu'à 19 heures, les débats duraient déjà 10 heures et les avis étaient partagés. Une motion de suspension a été votée renvoyant tout le monde pour ce matin. Espérons que la sagesse l'emportera et que l'intérêt supérieur de la nation sera sauvegardé. C'est encore une épreuve pour le HCR.

Ephrem DOSSAVI-MESSY

SEMINAIRE U-JAO

Intégration régionale et liberté d'expression hier à l'ordre du jour

Quelle place pour la presse ouest-africaine dans les structures d'intégration sous-régionales ?

C'est à cette question fondamentale pour les chances de réussite des multiples organisations politiques ou économiques de notre sous-région ouest-africaine qu'a tenté de répondre hier M. Hospice Noudéhou, journaliste et Directeur adjoint de cabinet du ministre de l'Information et des Communications.

Dans son exposé intitulé « La presse dans les structures d'intégration économique en Afrique de l'Ouest », M. Noudéhou est parti de l'amer constat que les organisations ou les institutions sous-régionales ouest-africaines ne prennent pas en compte la presse pour mettre l'accent sur le rôle que les journalistes doivent jouer dans l'intégration économique sous-régionale.

Certes, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) ont compris la

nécessité de compter sur des correspondants dans chaque pays pour faire connaître leurs réalisations. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a accepté l'UJAO comme observateur mais la réalité demeure que, de Dakar à Lagos en passant par Niamey, Bamako ou Nouakchott, la presse ouest-africaine est cruellement ignorée dans toute tentative d'intégration. Ce qui constitue une lacune que l'Union des journalistes de l'Afrique de l'Ouest (UJAO) se propose de combler grâce à la volonté des professionnels conscients du rôle que la presse doit jouer. Au terme des débats sur cette préoccupation, la coopération entre les journalistes ouest-africains, la consolidation de la presse privée dans tous les pays de la sous-région, l'existence d'un bulletin de liaison sous l'égide de l'UJAO ont été autant de propositions concrètes pour faire jouer à la presse un rôle déterminant dans l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest. Tout un programme donc que le congrès de l'UJAO qui se tient demain à Cotonou doit consacrer.

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTES D'EXPRESSION

Après l'intégration sous-régionale vue sous l'angle de la presse, les termes « Droits de l'homme et libertés d'expression » ont, comme la veille, refait surface avec l'exposé du professeur Pascal Gandaho sur le thème : « Droits de l'homme et liberté d'expression en Afrique ».

Fidèle à sa conception de toujours sortir des sentiers battus pour susciter la réflexion, M. Pascal Gandaho, directeur de la bibliothèque universitaire et responsable du Centre de formation aux carrières de l'information à l'Université Nationale du Bénin a mis l'accent sur les rapports entre les droits de l'homme et la liberté d'expression en donnant plus particulièrement l'exemple du Bénin. Mais c'est sa conclusion sur la responsabilité des journalistes dans la sauvegarde de la liberté d'expression et la promotion des droits de l'homme en Afrique qui a relancé les débats. Car si tous les professionnels s'accordent avec le conférencier pour dire que les journalistes doivent être unis dans le combat permanent pour la liberté, les conditions d'exercice du métier dans nos pays ouest-africains créent aux professionnels des situations complexes ou même des cas de conscience que n'appré-

Adieu « Ganvié »

« Bon vent, Ganvié ! mais ne nous oubliez pas ». C'est à peu près ce que le commandant Gabin Bonou a répondu au directeur général de la COBENAM (Compagnie Béninoise de Navigation Maritime) et aux responsables du Ministère de l'Equipe-ment présents à la cérémonie qui a ouvert, hier, la voie au navire marchant le « M/S Ganvié » pour son dernier voyage.

Cette cérémonie était plutôt simple et avait un caractère formaliste d'autant que sur les visages des membres de l'équipage l'émotion semble avoir été contenue par une issue que l'on savait depuis. On avait l'impression, une impression justifiée d'ailleurs par les faits, qu'on s'est battu depuis des années pour qu'on n'en arrive pas là, mais qu'aujourd'hui, devant la fatalité des exigences économiques on n'avait d'autre recours que de baisser les bras.

Pendant douze ans, ces hommes ont fait de leur mieux pour entretenir comme un bien précieux le seul navire marchand que possédait la COBENAM, pour ne pas dire l'Etat béninois. La COBENAM est une société bénino-algérienne dont le capital social est constitué à 51 % par le Bénin et 49 % par l'Algérie. Le personnel navigant a été formé en Algérie.

Hier, ce navire qui a été vendu pour environ 850.000 dollars (229 millions de francs CFA environ), a quitté avec son équipage le Port Autonome de Cotonou pour son dernier voyage. Le M/S Ganvié qui a 4.420 tonnes en port lourd a été acquis comme navire d'occasion en 1978. Sa construction remontant à 1970. C'est la société Zandvoort Skipping, armement hollandais, qui l'a acheté et va l'armer sous pavillon chypriote. Rappelons qu'à l'achat en 1978, le Ganvié avait coûté environ 692 millions de francs CFA.

LES RAISONS DE LA VENTE

A bord de ce petit bateau on est bien à l'aise dans ce qui peut être considéré comme une petite maison bien entretenue. Cela est vrai. Le Ganvié, comme l'a fait remarquer le commandant Bonou, n'a pas l'aspect d'un rafiot. Les syndicats des travailleurs de la COBENAM et l'équipage se sont battus depuis 1988 pour que ce navire ne soit pas vendu. Hélas ! les difficultés économiques du Bénin ont eu un effet négatif sur les activités de la COBENAM. La baisse de l'intensité du commerce avec l'extérieur ajouté au fait que l'arrivée sur le marché d'autres sociétés maritimes a fait éclaté le

(Lire la suite en page 8)

(Lire la suite en page 8)